



ASSISTANCE
PUBLIQUE



HÔPITAUX
DE PARIS

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre

78, rue du Général Leclerc

94270 Le Kremlin Bicêtre

Tél : 01 53 14 69 00

Fax: 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N°25-049

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Prestations d'enlèvement, de transport et de traitement des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) et des déchets chimiques dangereux (DCD) comprenant la mise à disposition et la fourniture de contenants.

Pour la période allant de la date du 01/12/2025 jusqu'au 30/11/2029 éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, six mois avant la date de fin du marché.

Ce document comprend 18 pages, il est associé aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 1 sur 18

SOMMAIRE

1.Dispositions Générales.....	3
1.1Objet.....	3
1.2Lieu d'exécution des prestations.....	3
2.Organisation de l'achat.....	3
2.1Forme du marché.....	3
2.2Allotissement - fractionnement.....	3
2.3Durée.....	4
3.Dispositions financières.....	4
3.1Forme des prix.....	4
3.2Prix définitif.....	4
3.3Remise annuelle sur chiffre d'affaires.....	6
4.Documents contractuels.....	6
5.Conditions de passation des bons de commande.....	6
5.1Commandes (ou ordres de service).....	6
5.2Dématisation des bons de commandes.....	7
5.3Echange et relecture des livrables.....	7
5.4Réception des livrables.....	7
6.Contrôle – suivi du marché.....	8
6.1Contrôle.....	8
6.2Suivi du marché.....	8
6.3Garantie.....	8
7.Modification du marché public.....	8
7.1Clause de réexamen.....	8
7.2Changement de dénomination sociale du Titulaire.....	8
7.3Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	9
8.Obligations du prestataire.....	9
8.1Données statistiques.....	9
8.2Certificats.....	9
8.3Fichier catalogue.....	9
8.3.1Organisation des catalogues :.....	9
8.3.2Définition des rôles des intervenants :.....	9
8.3.3Processus de création et de mise à jour du catalogue sur la plateforme de dématérialisation :.....	10
8.4Accès aux établissements – Identification.....	10
8.5Grèves.....	10
8.6Diffusion des fiches techniques.....	10
8.7Vente à des tiers.....	11
9.Facturation – Paiement.....	11
9.1Facturation.....	11
9.2Paiement.....	12
9.3Avances.....	12
10.Assurances.....	12
11.Nantissement et garantie.....	12
12.Retenue de garantie.....	12
13.Pénalités – Résiliation.....	12
13.1Pénalités.....	13
13.2Résiliation.....	15
14.Litiges.....	15
15.Déroations.....	15

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 2 sur 18

1. Dispositions Générales

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet les prestations d'enlèvement, de transport et de traitement des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) et des déchets chimiques dangereux (DCD) comprenant la mise à disposition et la fourniture de contenants, nécessaires aux besoins de l'AP-HP.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans le(s) lieu(x) suivant(s) : Ile-de-France

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

2. Organisation de l'achat

2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

2.2 Allotissement - fractionnement

L'ensemble des prestations sont réparties en lots comme suit :

Lot	Objet	Libellé court	Volumétrie annuelle estimée
01	Enlèvement, transport et traitement des DASRI pour les GHU APHP.Centre-Université de Paris Cité et APHP.Sorbonne Université ainsi que les pôles d'intérêt commun et le Siège de l'AP-HP	ETT DASRI – APHP.CUP, APHP.SUN, PIC et Siège	1 358,62 tonnes
02	Enlèvement, transport et traitement des DASRI pour les GHU APHP.Nord-Université de Paris Cité et APHP.Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	ETT DASRI – APHP.NUP et APHP.PSSD	952,48 tonnes
03	Enlèvement, transport et traitement des DASRI pour les GHU APHP.Université de Paris-Saclay et APHP.Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor	ETT DASRI – APHP.UPS et APHP.HUHM	865,75 tonnes
04	Enlèvement, transport et traitement des DCD pour les GHU APHP.Centre-Université de Paris et APHP.Sorbonne Université ainsi que les pôles d'intérêt commun et le Siège de l'AP-HP	ETT DCD – APHP.CUP, APHP.SUN, PIC et Siège	540,76 tonnes
05	Enlèvement, transport et traitement des DCD pour les GHU APHP.Nord-Université de Paris-Cité et APHP. Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	ETT DCD – APHP.NUP et APHP.PSSD	176,71 tonnes
06	Enlèvement, transport et traitement des DCD pour les GHU APHP.Université de Paris-Saclay et APHP.Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor	ETT DCD – APHP.UPS et APHP.HUHM	226 tonnes

Les volumes annuels prévisionnels détaillés sont présentés dans le CCTP.

Les volumétries présentées sont fournies à titre indicatif et n'ont aucune valeur contractuelle.

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 3 sur 18

2.3 Durée

Le marché est conclu pour la période allant de la date du 01/12/2025 jusqu'au 30/11/2029.

Toutefois les bons de commandes émis avant la date d'échéance des accords-cadres issus de la consultation demeurent exécutable pour une durée de trois mois après la date de fin des marchés.

Les marchés issus de la présente consultation seront résiliables sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, six mois avant la date de fin du marché.

3. Dispositions financières

3.1 Forme des prix

Tous les lots sont à prix unitaires.

Pour tous les lots, les montants minimums et maximums concernent la part à bon de commande

Pour tous les lots, L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris s'engage sur le montant minimum représenté par 60 % du montant valorisé au niveau de l'offre du titulaire sur la durée totale des marchés issus de la présente consultation.

Pour tous les lots, Le titulaire s'engage sur le montant maximum représenté par 160 % du montant valorisé au niveau de son offre sur la durée totale des marchés issus de la présente consultation.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique à hauteur de 100 % du montant contractualisé.

3.2 Prix définitif

Les prix réputés pratiqués à la date de début des accords-cadres sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision des prix est réglée par les dispositions suivantes applicables à l'ensemble des prix du lot :

Formule de révision des prix :

$$P1 = P0(0,2 + 0,8(0,3 \frac{FSD1_1}{FSD1_0} + 0,3 \frac{ICHT - IME_1}{ICHT - IME_0} + 0,25 \frac{ICHT - E_1}{ICHT - E_0} + 0,08 \frac{RI_1}{RI_0} + 0,04 \frac{1870_1}{1870_0} + 0,03 \frac{CPF22.2_1}{CPF22.2_0}))$$

Avec :

- **P1** : prix de règlement après la révision ;
- **P0** : prix de règlement résultant de la dernière révision ou à défaut, prix figurant sur l'acte d'engagement ;
- **I1** : dernier indice trimestriel publié 3 mois avant la date d'effet de la révision ;
- **I0** : indice correspondant au mois de dépôt des offres, soit Juin 2025.

Décomposition de la formule et indices utilisés :

- Part fixe : 20%
- Par variable : 80%
- Décomposition par indice utilisé pour la part variable :

Indice	Publication	Libellé	% de la part variable
FSD1	Moniteur	Frais et service divers	30%
ICHT-IME	INSEE	Coût horaire du travail – industries mécaniques et électrique – Identifiant : 001565183	30%
ICHT-E	INSEE	Coût horaire du travail - eau, assainissement, déchets et dépollution – Identifiant : 001565187	25%
RI	Moniteur	Risque industriel	8%
1870	Moniteur	Prix du gazole	4%
CPF22.2	INSEE	Produits en plastique – Identifiant : 010764159	3%

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 4 sur 18

La facturation de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) devra se conformer au barème publié au Bulletin officiel des Finances Publiques (BOFIP) en vigueur à la date de facturation. Elle prendra en compte les évolutions annuelles du barème.

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

➤ **Révision de prix à la demande de l'AP-HP** : Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.

➤ **Révision de prix à la demande du Titulaire** : La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause butoir :

La variation de prix annuelle résultant de la révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 4 %.

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Dématérialisation :

En cas d'utilisation de l'envoi dématérialisé des bons de commande, le fournisseur s'engage à actualiser le "catalogue marché" pour les catalogues externes selon la procédure en vigueur, aussi souvent que nécessaire, tout au long de l'exécution du marché, périodes de reconduction comprises.

L'AP-HP validera la nouvelle version du catalogue qui lui sera proposée par le fournisseur via la plate-forme de dématérialisation des bons de commande et de gestion des catalogues.

Les prix révisés ne pourront prendre effet qu'après la mise en production du nouveau catalogue électronique par le fournisseur qui aura été préalablement validé par l'AP-HP sur la plateforme, dans le cas de gestion des catalogues externes.

A défaut de mise à jour, les prix du catalogue électronique en production continueront de s'appliquer.

Dans ce cas, les factures non conformes aux montants engagés à partir du catalogue électronique seront rejetées par l'AP-HP.

3.3 Remise annuelle sur chiffre d'affaires

La remise annuelle sur chiffre d'affaires (RCA) est calculée sur la base du montant total hors taxes des factures émises au cours d'une année civile.

Le taux de remise annuelle est fixé librement par le candidat selon les tranches de chiffres d'affaires présentées ci-après, sans que celui-ci ne puisse être nul.

Lot	Tranche RCA 1	Tranche RCA 2	Tranche RCA 3
01 - ETT DASRI – APHP.CUP, APHP.SUN, PIC et Siège	de 0 € à 765 000 €	de 765 000,01 € à 1 200 000 €	au-delà de 1 200 000 €
02 - ETT DASRI – APHP.NUP et APHP.PSSD	de 0 € à 495 000 €	de 495 000,01 € à 800 000 €	au-delà de 800 000 €
03 - ETT DASRI – APHP.UPS et APHP.HUHM	de 0 € à 460 000 €	de 460 000,01 € à 750 000 €	au-delà de 750 000 €
04 - ETT DCD – APHP.CUP, APHP.SUN, PIC et Siège	de 0 € à 525 000 €	de 525 000,01 € à 850 000 €	au-delà de 850 000 €
05 - ETT DCD – APHP.NUP et APHP.PSSD	de 0 € à 200 000 €	de 200 000,01 € à 300 000 €	au-delà de 300 000 €
06 - ETT DCD – APHP.UPS et APHP.HUHM	de 0 € à 220 000 €	de 220 000,01 € à 350 000 €	au-delà de 350 000 €
AP-HP	Consultation n°25-049		ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025		Page 5 sur 18

Les modalités de versement de cette remise sont décrites à l'article 9.1 du présent CCAP.

Pour les lots 01 à 03 uniquement, et conformément à l'article 4.9.7 du CCTP relatifs aux DASRI, en cas d'atteinte des objectifs annuels de réduction des DASRI et de réalisation des sessions de formation et de sensibilisation, le taux de remise annuelle sur chiffres d'affaires sera divisé par 2.

4. Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et ses annexes financières et techniques, notamment le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), dans sa version de 2021.
- L'offre du candidat.

5. Conditions de passation des bons de commande

5.1 Commandes (ou ordres de service)

Elles seront établies par les groupes hospitaliers, les pôles d'intérêt commun ou le siège de l'AP-HP et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes pourra excéder la durée de validité du marché, pour une durée maximale de six mois.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début prévisionnelle du marché : 01/12/2025.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

5.2 Dématérialisation des bons de commandes

L'AP-HP a déployé une solution permettant de dématérialiser l'ensemble du cycle de vie de la commande (mise en place de catalogues électroniques, envoi de la commande signée électroniquement, mise en place du bordereau de livraison, renvoi de l'accusé de réception en vue de fiabiliser la facturation).

Dans le cadre de cette consultation, l'adhésion au portail de dématérialisation est souhaitée dans les conditions prévues au présent CCAP et son annexe décrivant la solution de dématérialisation du processus de commande à l'AP-HP.

Elle se traduit par la signature, après la notification du ou des marchés, d'un contrat par le mandataire du marché le consortium de prestataires de l'AP-HP éditeurs de la solution PROACTIS/HOSPITALIS et par le règlement des factures y afférentes telles que définies en annexe du présent document.

Le titulaire du marché s'engage à créer dès la notification du marché, pour la gestion des catalogues externe, un catalogue marché issu du bordereau de prix de l'offre correspondant aux fournitures objets du présent marché et comportant les attributs et données spécifiques à ce marché, pour la totalité des données dites obligatoires, et à le mettre à jour tout au long de son exécution.

Ces catalogues électroniques externes devront impérativement être limités au seul domaine d'achat objet du

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 6 sur 18

présent marché public.

Le périmètre retenu pour un catalogue correspondant à un marché exclut tous les autres domaines d'achats que le fournisseur serait susceptible d'approvisionner par ailleurs (dans le cadre d'autres marchés signés avec l'AP-HP ou hors de l'objet du présent marché).

Si ce catalogue n'est pas immédiatement disponible et que sa création comporte une difficulté particulière, l'AP-HP et le titulaire du marché pourront toutefois convenir d'un délai raisonnable de création du catalogue.

La décision d'accorder ce délai appartient à l'AP-HP dans la phase de mise au point du marché.

Le non-respect de ses engagements pourra entraîner l'application de pénalités de retard et éventuellement la résiliation du marché aux torts du titulaire.

5.3 Echange et relecture des livrables

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le Titulaire et le responsable du marché. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

La nature et les délais d'exécution des livrables sont précisés dans le CCTP.

Les délais de livraison des livrables sont fixés dans les ordres de service et les bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur, ainsi que le nombre d'exemplaires. L'AP-HP est propriétaire de tous les documents réalisés par le Titulaire dans le cadre du présent marché.

5.4 Réception des livrables

La réception et le contrôle des livrables sont assurés par le responsable du marché conformément au Chapitre IV du cahier des clauses administratives générales PI en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Toute non-conformité liée au cahier des clauses techniques particulières et observée à la réception pourra entraîner un refus de réception.

6. Contrôle – suivi du marché

6.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris vérifiera la bonne exécution des prestations du Titulaire, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

6.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Pilotage des Marchés.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

6.3 Garantie

Les fournitures ou les livrables prévus seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

7. Modification du marché public

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 7 sur 18

7.1 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

8. Obligations du prestataire

8.1 Données statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir les bilans dans les conditions prévues à l'article « Reporting et relation avec l'AP-HP » des CCTP relatifs aux DASRI (art. 3.9.6) et aux DCD (art. 3.10.6).

En cas de non transmission des bilans dans les délais cités ci-dessus, ACHAT et/ou les sites pourront émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités de l'article 13.1 du présent document.

8.2 Certificats

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 8 sur 18

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

« Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution »

8.3 Fichier catalogue

Un catalogue correspond à un instant donné, à la description du contrat en vigueur ou marché (tarifs, libellés, références...).

8.3.1 Organisation des catalogues :

Le fournisseur renseigne le catalogue marché (format Excel) correspondant à l'ensemble des références articles et produits définis au marché selon les données obligatoires décrites à l'article sur la « dématérialisation des bons de commandes » du présent CCAP.

Pour information, certains catalogues gérés par l'AP-HP seront internes (l'AP-HP se chargeant de saisir l'ensemble des informations nécessaires pour enrichir les catalogues sur la plateforme de dématérialisation), d'autres seront partagés entre l'AP-HP et le fournisseur (certains attributs du catalogue sont renseignés par le fournisseur et d'autres par l'AP-HP). Un catalogue interne pourra par la suite devenir partagé et réciproquement au cours de l'exécution du marché, selon les accords qui seront convenus entre l'AP-HP et le fournisseur.

8.3.2 Définition des rôles des intervenants :

- Fournisseur :
 - Dans le cadre des catalogues partagés, il télécharge le catalogue marché à partir de la plateforme de dématérialisation « eContent » de PROACTIS (catalogue initié par l'AP-HP constitué des informations transmises lors de la soumission de son offre : bordereau de prix de l'appel d'offres) qu'il doit ensuite compléter à minima des données obligatoires du catalogue ;
 - Charge éventuellement son catalogue public (catalogue de tous ses produits avec tarification publique éventuellement remisé) dans le cadre de marchés de fournitures lorsque c'est prévu au marché pour les produits non contenus au niveau du bordereau de prix unitaire, en lien avec l'objet du marché et retenus après accord par l'APHP.
- PROACTIS :
 - Valide la conformité technique des données avec le format de recueil de données (fichier Excel décrits en **annexe 7**) défini par l'AP-HP (processus automatisé dans eContent) ;
 - Assiste les acheteurs de l'AP-HP et les fournisseurs dans l'utilisation d'eContent.
- Acheteur de l'AP-HP :
 - Charge le catalogue interne ou dans le cas de catalogue mixte, accepte ou rejette les propositions de création puis de mise à jour des catalogues grâce aux outils de comparaison rapide et de simulations mis à sa disposition dans eContent.
- Administrateur de catalogue AP-HP :
 - Enrichit les catalogues avec les données propres à l'AP-HP pour intégration dans le système de gestion économique et financière de l'AP-HP (exemple : attributs internes du produit permettant les imputations comptables).

8.3.3 Processus de création et de mise à jour du catalogue sur la plateforme de dématérialisation :

A l'article sur « la dématérialisation des bons de commandes » du présent CCAP ont été décrits les rôles en lien avec les différentes étapes de création du catalogue. Toute mise à jour se fera de la même manière.

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 9 sur 18

Dans le cas d'une gestion des catalogues en mode partagé entre l'AP-HP et le fournisseur, ce dernier pourra utiliser la dernière version chargée. Il modifiera directement dans le catalogue au format Excel les données à mettre à jour (données contractuelles, photos, descriptions, fiches techniques...) et rechargera son catalogue dans eContent conformément aux stipulations du marché (signature d'avenant, clause de révision de prix...).

8.4 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

8.5 Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché, en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

8.6 Diffusion des fiches techniques

Le candidat retenu doit fournir à ACHAT sous format PDF l'ensemble des fiches techniques (une fiche technique par article) des produits retenus au marché. Elles devront parvenir dans les meilleurs délais, au plus tard un mois, à compter de la réception de la lettre attribuant le projet de marché.

En cas de catalogue externe (dont la gestion est partagée avec ACHAT), le fournisseur enrichira lui-même la partie du catalogue relative aux fiches techniques et images du produit.

8.7 Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

9. Facturation – Paiement

9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ;

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 10 sur 18

- Le détail de la prestation (volume et nature des déchets enlevés et traités) ;
- Le montant hors taxes par article et prestation et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

Versement de la remise annuelle sur chiffre d'affaires :

Cette remise sera matérialisée sous la forme d'une notification que le titulaire devra transmettre à ACHAT.

Cette notification devra faire apparaître pour chaque lot le montant de la remise pour chaque site.

L'AP-HP émettra un titre de recettes par site ou GHU sur la base du montant indiqué sur la notification.

Le titulaire devra s'acquitter de cette somme à réception du titre de recettes.

La remise annuelle sur chiffre d'affaires est calculée sur la base du montant total hors taxes des factures émises au cours de l'année civile n .

La notification de la remise annuelle sur chiffre d'affaires devra être transmise à ACHAT dans un délai maximum de 50 jours à compter du 1 janvier de l'année $n+1$.

9.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

9.3 Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 11 sur 18

commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

10. Assurances

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

11. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

12. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

13. Pénalités – Résiliation

13.1 Pénalités

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

En cas de non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le Titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard, à compter du délai révolu, accordé par l'AP-HP dans sa lettre de relance, pour transmettre les documents précités.

De plus, des pénalités s'appliquent selon le tableau ci-après :

Nature du manquement	Condition d'application	Montant de la pénalité
Gestion administrative du marché		
Non transmission d'un document demandé au CCTP, CCAP ou dans un ordre de service	Par jour calendaire de retard après constat	150 €
Absence de transmission du compte rendu de mise en place du marché	Par constat	250 €
Non-respect de la confidentialité des informations remises ou entendues lors de l'exécution des prestations	Par constat	300 €
Enlèvement et traitement des déchets		
Absence de transmission du feuillet émargé par le centre de traitement dans les délais réglementaires	Par constat	200 €

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 12 sur 18

Nature du manquement	Condition d'application	Montant de la pénalité
Non-respect de la réglementation relative à l'enlèvement, le transport et le traitement des déchets	Par constat	200 €
Non-respect des obligations contractuelles ou du non-respect du dossier technique remis par le titulaire	Par constat	200 €
Non-respect du règlement intérieur de l'établissement	Par infraction	200 €
Enlèvement non réalisé	Par constat	500 €
Hygiène et sécurité		
Non-respect du plan de prévention de coactivité et du protocole de sécurité	Par constat	200 €
Non-respect de la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité	Par constat	200 €
Absence de transmission du protocole de sécurité	Par constat	250 €
Non-respect de la transmission des éléments nécessaires à l'élaboration du protocole de sécurité dans le délai d'un mois à compter de la notification	Par jour calendaire de retard après constat	250 €
Matériel et équipements		
Non-conformité des moyens de transport aux exigences du CCTP et à l'offre du titulaire	Par constat	150 €
Non réalisation des opérations de maintenance dans les délais imposés par le CCTP	Par jour calendaire de retard après constat	200 €
Non-conformité du matériel aux exigences du CCTP et à l'offre du titulaire	Par constat et par matériel non conforme	200 €
Non-respect de la mise à disposition des matériels (début de marché, maintenance)	Par constat	250 €
Non-respect de la transmission de la liste des matériels mis à disposition	Par constat	250 €
Dégradation (accidentelle ou volontaire), vol ou perte du matériel mis à disposition par l'APHP	Par occurrence	300 € + remplacement sur devis
Dégradation accidentelle ou volontaire des infrastructures de l'APHP (ex : portail d'accès aux plateformes de regroupement)	Par occurrence	300 € + remplacement sur devis
Moyens humains		
Non-port des EPI : gants, chaussures sécurité, etc.	Par constat	100 €
Non-respect des dispositions relatives à la gestion du début de grève	Par constat	200 €
Non-respect des mesures d'hygiène et de sécurité pour le personnel	Par constat	200 €
Tout défaut de comportement d'un personnel salarié du titulaire	Par constat	300 €

Nature du manquement	Condition d'application	Montant de la pénalité
Absence de concertation avec le site pour la reprogrammation de l'horaire de passage pour le dépôt du matériel ou l'enlèvement	Par constat	150 €
Planification des prestations		
Non-respect des horaires d'enlèvement prévus par l'accord prestataire-site	Par constat	200 €
Retard dans le dépôt du matériel	Par jour calendaire de retard après constat	200 €
Non-respect de la transmission du planning d'organisation des enlèvements 15 j avant le début de l'exécution	Par jour calendaire de retard après constat	250 €
Suivi des prestations		
Inaccessibilité de l'outil de suivi (extranet)	Par jour calendaire de retard après constat	100 €
Non-transmission des reporting et rapports dans les délais contractuels	Par jour calendaire de retard après constat	150 €
Non-respect du délai de programmation de l'atelier	Par jour de retard jusqu'à la programmation de l'atelier sur un créneau convenant aux deux parties	150 €
Non-respect en matière de traçabilité et de pesée des déchets	Par constat	250 €
Entrave aux opérations de contrôle	Par constat	1 000 €

13.2 Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose les documents contractuels, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VI). Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

14. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 14 sur 18

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché.

E mail : mediation.interne.aca@aphp.fr

15. Dérogations

- L'article sur les durées du présent document déroge à l'article 13.1 du CCAG FCS relatif au début de la durée d'exécution du marché.
- L'article « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».
- Les articles « Obligations du prestataire » et « Pénalités – Résiliation » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.
- L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.
- L'article « Facturation – Paiement » déroge à l'article 10.1 du CCAG FCS.

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 15 sur 18

Annexe 1. Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et Technologiques	CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin Bicêtre	01-44-06-59-62
Agence Générale des Equipements et des Produits de santé (AGEPS)	7, rue du Fer à Moulin 75005 Paris – 1 », rue Lavoisier 92000 Nanterre	01-46-69-13-13
AP-HP. Sorbonne Université		
Pitié – Salpêtrière	47-83, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01-42-16-00-00
Charles Foix	7, avenue de la République 94200 IVRY SUR SEINE	01-49-59-40-00
Tenon	4 rue de la Chine 75020 PARIS	01-56-01-70-00
Saint Antoine	184 faubourgs Saint Antoine 75012 PARIS	01-49-28-20-00
Rothschild	5, rue Santerre 75012 PARIS	01-40-19-30-00
Armand Trousseau	25 rue du Dr Arnold Netter 75012 PARIS	01-44-73-74-75
La Roche Guyon	1, rue de l'Hospice 95 780 La Roche Guyon	01-30-63-83-30
AP-HP. Université Paris Saclay		
Antoine Béchère	157, rue de la porte de Trivaux 92140 CLAMART	01-45-37-44-44
Bicêtre	78, rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE	01-45-21-21-21
Paul Brousse	14, avenue Paul Vaillant Couturier 94800 VILLEJUIF	01-45-59-30-00
Raymond Poincaré	104 Boulevard Raymond Poincaré 92380 GARCHES	01-47-10-79-00
Hôpital maritime de Berck	Rue du Dr Victor Ménard 62600 BERCK-SUR-MER	03-21-89-27-27
Ambroise Paré	9 Avenue Ch. de Gaulle 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	01-49-09-50-00
Sainte Périne-Rossini-Chardon Lagache	11 Rue Chardon Lagache 75016 PARIS	01-44-96-31-31
AP-HP. Hôpitaux universitaire Paris - Seine Saint Denis		
Avicenne	125, Rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY	01-48-95-55-55
Jean Verdier	Avenue du 14 Juillet 93145 BONDY Cedex	01-48-02-66-66
René Muret / Bigottini	Avenue du Dr Schaffner 93270 SEVRAN	01-41-52-59-99
AP-HP. Centre – Université de Paris		
Necker	149 – 161, rue de Sèvres 75015 PARIS	01-44-49-40-00
HEGP	20 rue Leblanc 75 015 PARIS	01-56-09-20-00
Corentin Celton	37, boulevard Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX	01-58-00-40-00
Vaugirard Gabriel Pallez	10, rue Vaugelas 75015 PARIS	01-40-45-80-00
Cochin	27, rue du Faubourg St-Jacques 75014 PARIS	01-58-41-41-41
Saint Vincent de Paul	82, avenue Denfert-Rochereau 75014 PARIS	01-58-41-41-41
Hôtel Dieu	1, place du Parvis Notre Dame 75181 PARIS CEDEX 4	01-42-34-82-34
Broca	54-56, rue Pascal – 75013 PARIS	01-44-08-30-00
La Rochefoucauld	15, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS	01-44-08-30-00

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 07/04/2025	Page 16 sur 18

La Collégiale	33 rue du Fer à Moulin 75005 PARIS	01-44-08-30-00
AP-HP. Nord – Université de Paris		
Bichat-Claude Bernard	46 rue Henri Huchard 75018 PARIS	01-40-25-80-80
Beaujon	100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY	01-40-87-50-00
Louis Mourier	178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES	01-47-60-61-62
Robert Debré	48 Boulevard Sérurier 75019 PARIS	01-40-03-20-00
Bretonneau	23 rue Joseph de Maistre 75018 PARIS	01-53-11-18-00
Fernand Widal	200 Rue du Faubourg Saint Denis 75010 PARIS	01-40-05-45-45
Lariboisière	2 Rue Ambroise Paré 75010 PARIS	01-49-95-65-65
Saint Louis	1 Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS	01-42-49-49-49
Paul Doumer	1, Route de l'hôpital BP 10239 Labryère 60140 LIANCOURT	01-42-49-49-49
AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor		
Albert Chenevier	40 rue de Mesly 94010 CRETEIL	01-49-81-31-31
Henri Mondor	51 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94000 CRETEIL	01-49-81-21-11
Emile Roux	1 Avenue de Verdun 94456 LIMEIL BREVANNES	01-45-95-80-80
Joffre – Dupuytren	1 rue Louis Camatte 91 210 DRAVEIL	01-69-83-63-63
Georges Clemenceau	1, rue Georges Clemenceau 91750 CHAMPCUEIL	01-69-23-20-20
Hospitalisation à Domicile	14 rue Vesale 75005 PARIS	01-42-16-08-50
Sécurité, Maintenance et Services (SMS)	14 rue du Port aux lions 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-13
Service Central des Ambulances (S.C.A.)	28, rue de l'Entrepôt 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-43
Service Central des Blanchisseries (S.C.B.)	47/83 boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01-44-06-59-00
Siège de l'AP-HP	55, Boulevard Diderot CS 22305 75610 PARIS CEDEX 12	01-40-27-30-00
Hôpital marin d'Hendaye	Route de la Corniche 64700 HENDAYE	05-59-48-08-00
Hôpital San Salvador	4312, route de l'Almanarre 83400 HYERES	04-94-38-08-00

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 07/04/2025	Page 17 sur 18

AP-HP	Consultation n°25-049	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 07/04/2025	Page 18 sur 18